ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Reconstruction, le 15 juillet 1950, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "relatif à la procédure en matière des statuts des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, des étrangers prisonniers politiques, des prisonniers politiques et de leurs ayants droit et des résistants par la presse clandestine", a donné en sa séance du 4 août 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 15e Juli 1950 door de Minister van Wederopbouw verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de procedure in zake de statuten der burgerlijke weerstanders en werkweigeraars, der gedeporteerden voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945, der buitenlanders politieke gevangenen, der politieke gevangenen en hun rechthebbenden en der weerstanders door de sluikpers", heeft ter zitting van 4 Augustus 1950 het volgend advies gegeven :

Dans un but de simplification et d'accélération de la procédure tendant à la reconnaissance du titre de déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, de résistant civil, de réfractaire ou de résistant par la presse clandestine, l'article 1er du projet confère au ministre compétent le droit de statuer sur les demandes introduites en vue de bénéficier de l'un des statuts énumérés ci-dessus.

Dans l'état actuel de la législation, seules les commissions de contrôle créées à cet effet par arrêté royal sont compétentes pour vérifier l'existence des conditions requises pour la reconnaissance du titre de déporté pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, de résistant civil, de réfractaire ou de résistant par la presse clandestine (article 6 de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des déportés, articles 9 et 10 de l'arrêté-loi du 24 décembre 1946 organisant le statut des résistants civils et des réfractaires, et article 14 de la loi du 1er septembre 1948 établissant le statut des résistants par la presse clandestine).

L'article 1er du projet n'est pas applicable au statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit (loi du 26 février 1947), ni au statut de la résistance armée (arrêté-loi du 19 septembre 1945). Pour l'application de ces statuts, les commissions d'agréation et les commissions de contrôle continueront à être exclusivement compétentes pour la reconnaissance du titre de prisonnier politique ou de la qualité de résistant.

./...

Il ressort toutefois de l'article 1er du projet que la compétence reconnue au ministre pour statuer sur les demandes introduites en vue de bénéficier, soit du statut des déportés, soit du statut des résistants civils, soit du statut des réfractaires, soit, enfin, du statut des résistants par la presse clandestine, est une compétence facultative. Le ministre appréciera dans chaque cas s'il doit faire usage de la faculté qui lui permet de statuer ou s'il y a lieu de saisir la commission de contrôle compétente.

Il semble ressortir également de l'article 1er que cette faculté ne peut plus être exercée par le ministre dès l'instant où la commission de contrôle a été saisie. Le texte de l'article 1er devrait toutefois faire ressortir cette réserve d'une manière expresse.

Enfin, l'article 1er confère aux intéressés un droit de recours contre la décision du ministre devant les commissions de contrôle compétentes. Il s'ensuit que les décisions des commissions de contrôle pourront éventuellement, à leur tour, être soumises à la commission d'appel.

Le Conseil d'Etat constate tout d'abord que, dans l'état actuel de la législation, l'intervention des commissions de contrôle et d'appel constitue une garantie non seulement dans le chef des demandeurs, mais encore dans celui de l'Etat.

Sans doute le projet maintient, en faveur des intéressés, la faculté d'interjeter appel devant les commissions de contrôle; mais, en ce qui concerne l'Etat, aucune garantie n'est prévue et il s'ensuit que des dépenses considérables pourront être engagées par une simple décision ministérielle, voire même par une décision d'un délégué du ministre.

En ce qui concerne le texte proposé à l'article 1er du projet, le Conseil d'Etat estime qu'il est indispensable de faire ressortir plus nettement le caractère facultatif de la compétence du ministre. Il conviendrait également de faire ressortir clairement que dans l'éventualité où le ministre juge opportun d'user de sa compétence, sa décision doit intervenir avant que les commissions de contrôle ne soient saisies.

Le Conseil d'Etat fait également observer que, dans le système prévu à l'article 1er, la décision du ministre, en cas de recours introduit par l'intéressé, pourra être soumise successivement à la commission de contrôle, à la commission d'appel et, éventuellement, au Conseil d'Etat par application de l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946.

Il semble que le but de simplification et d'accélération de la procédure poursuivi par le gouvernement devrait logiquement avoir pour conséquence de substituer la décision du ministre à celle de la commission de contrôle, et de permettre aux intéressés de porter leur recours directement devant la commission d'appel.

Enfin, le Conseil d'Etat n'a pu déterminer avec certitude la portée de l'alinéa 3 de l'article 1er, suivant lequel la décision du ministre, à défaut d'introduction des recours dans les formes et délais à prévoir par arrêté royal, ne serait plus susceptible de recours administratif. Il semble qu'il suffirait de prévoir que le recours doit être introduit, à peine de forclusion, dans les formes et délais à déterminer par arrêté royal.

Tenant compte de ces diverses remarques, le Conseil d'Etat propose pour l'article 1er le texte suivant :

"Avant de saisir les commissions de contrôle prévues par les lois et arrêtés-lois qui organisent les statuts des résistants civils, des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire et des résistants par la presse clandestine, le Ministre compétent peut, lorsqu'il le juge opportun, statuer, par décision motivée, sur tous les chefs des demandes introduites en vue de bénéficier d'un ou de plusieurs de ces statuts.

Les intéressés peuvent prendre leur recours contre cette décision devant la commission d'appel.

Ce recours est introduit, à peine de forclusion, dans les formes et délais déterminés par le Roi.".

L'alinéa 1er de l'article 2 dispose que les décisions des commissions d'appel prévues dans les statuts cités à l'article 1er ainsi que dans le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit et dans le statut des étrangers prisonniers politiques, peuvent faire l'objet d'un recours en annulation devant le Conseil d'Etat, conformément à l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946.

Cette disposition pourrait être omise sans inconvénient. Il n'est pas douteux, en effet, que les décisions des commissions d'appel constituent des "décisions contentieuses administratives" au sens de l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946 et sont, dès lors, susceptibles de faire l'objet d'un recours en annulation devant

./..

la section d'administration du Conseil d'Etat pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir (voir Conseil d'Etat, 6 mai 1949, Pasicr.1950, IV, page 44).

La règle inscrite dans l'alinéa 2 de l'article 2, suivant laquelle, en cas d'annulation par le Conseil d'Etat d'une décision de la commission d'appel, l'affaire est renvoyée devant la commission d'appel autrement composée, consacre une règle jurisprudentielle.

Il est toutefois inutile de préciser, comme le fait l'alinéa 2 de l'article 2, que la commission d'appel devant laquelle le Conseil d'Etat renvoye l'affaire, est saisie de plein droit par le renvoi du dossier accompagné de l'expédition de l'arrêt. Il ressort, en effet, de l'article 38 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, qu'en cas d'annulation d'une décision contentieuse administrative, l'affaire est renvoyée devant la juridiction qui a rendu la décision annulée. Le greffier envoie l'expédition de l'arrêt avec le dossier à la juridiction devant laquelle l'affaire est renvoyée, et celle-ci est saisie de plein droit par cet envoi.

Les alinéas 3 et 4 de l'article 2 obligent les commissions d'appel de se conformer aux arrêts du Conseil d'Etat. A cet effet, le projet institue une procédure analogue à celle prévue, en matière d'organisation judiciaire, par la loi du 7 juillet 1865, l'assemblée générale de la section d'administration du Conseil d'Etat étant appelée à statuer sur la seconde décision de la commission d'appel.

./....

La compétence spéciale que l'article 2 confère ainsi à l'assemblée générale de la section d'administration du Conseil d'Etat se concilie difficilement avec les dispositions organiques de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat. En effet, aux termes de l'article 48 de cette loi les chambres de la section d'administration, en matière d'avis comme en matière d'arrêt, siègent, en principe, au nombre de trois membres y compris celui qui préside. Si, en matière d'avis, toute affaire peut, à la majorité des voix, être renvoyée à l'assemblée générale de la section, ce renvoi est expressément exclu dans tous les cas où la section d'administration est appelée à statuer par voie d'arrêt.

Il ressort de cette disposition que même lorsque le Conseil d'Etat est appelé à statuer sur l'annulation d'un acte du pouvoir exécutif, pris par le Chef de l'Etat, le renvoi à l'assemblée générale de la section d'administration du Conseil d'Etat est expressément défendu par le législateur. Celui-ci n'a prévu qu'une seule exception à cette règle impérieuse, à savoir le cas où une chambre reconnaît y avoir lieu à annulation du chef de détournement de pouvoir.

Le Conseil d'Etat propose, dès lors, par souci de concordance avec les principes formulés dans la loi organique du Conseil d'Etat, de prévoir dans l'article 2 du projet que la commission d'appel est tenue de se conformer à l'arrêt du Conseil d'Etat sur le point de droit jugé par lui.

Si le gouvernement se rallie à cette manière de voir ainsi qu'aux autres remarques formulées à l'occasion de l'examen de l'article 2, cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Lorsque le Conseil d'Etat prononce l'annulation d'une décision rendue par une des commissions d'appel prévues par les lois et arrêtés-lois qui organisent les statuts des résistants civils, des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire, des résistants par la presse clandestine, des prisonniers politiques et des étrangers prisonniers politiques, l'affaire est renvoyée devant la commission d'appel autrement composée. Celle-ci se conforme à l'arrêt du Conseil d'Etat sur le point de droit jugé".

L'article 3 est relatif à la révision des décisions rendues soit par le ministre, soit par les commissions de contrôle ou d'appel.

D'une part, une révision est prévue, soit pour erreur de fait, soit sur production d'éléments nouveaux justifiant cette révision. Celle-ci peut être provoquée, sans condition de délai, tant par le ministre que par l'intéressé lui-même.

D'autre part, le ministre, à l'exclusion des intéressés, peut, lorsque tous les délais de recours sont expirés, faire reviser les décisions entachées d'erreur par suite de violation des formes substantielles ou prescrites à peine de nullité ou par suite d'excès ou de détournement de pouvoir.

Dans l'un et dans l'autre cas, l'autorité qui a rendu la décision est appelée à se prononcer sur cette révision et sa décision est susceptible de recours devant les autorités supérieures.

Le Conseil d'Etat estime qu'il convient de distinguer avec précision ces deux révisions, la seconde revêtant les aspects d'un recours en annulation dans l'intérêt de la loi.

./....

En ce qui concerne ce dernier recours, il n'est, dès lors, pas indiqué de confier soit aux commissions de contrôle, soit à la commission d'appel, soit au ministre, la mission de statuer sur la violation des formes substantielles ou prescrites à peine de nullité, sur l'excès ou sur le détournement de pouvoir. Une telle disposition ne se concilierait pas avec l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946, qui confie au Conseil d'Etat la mission de statuer sur les recours en annulation pour violation des formes substantielles ou prescrites à peine de nullité, sur l'excès ou sur le détournement de pouvoir.

En conclusion, le Conseil d'Etat estime que l'article 3 du projet devrait faire l'objet de trois dispositions distinctes : la première règlerait la révision pour erreur de fait ou la révision sur production d'éléments nouveaux. Elle pourait être libellée comme suit :

"Les décisions rendues par le ministre en vertu de l'article 1er de la présente loi ainsi que les décisions rendues par les commissions prévues par les lois et arrêtés-lois qui organisent les statuts des résistants civils, des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire, des résistants par la presse clandestine, des prisonniers politiques et des étrangers prisonniers politiques, sont susceptibles de révision, sans condition de délai, soit pour erreur de fait, soit sur production d'éléments nouveaux.

La révision est provoquée, soit à l'initiative du ministre compétent, soit à la demande de l'intéressé, notifiée au ministre par lettre recommandée à la poste.

Le ministre, la commission de contrôle ou la commission d'appel qui a rendu la décision statue sur la demande en révision. La décision rendue est susceptible de recours.".

La seconde organiserait le recours en annulation dans l'intérêt de la loi. Ce recours permettrait au ministre de déférer au Conseil d'Etat, d'office et sans condition de délai, toute décision susceptible d'annulation pour violation des formes substantielles ou prescrites à peine de nullité, pour excès ou détournement de pouvoir.

En cas d'annulation, l'affaire serait renvoyée devant l'autorité qui a rendu la décision, et cette autorité serait tenue de se conformer à la décision du Conseil d'Etat.

Dans l'intention du ministre, telle qu'elle a été précisée par son délégué, ce recours devrait être suspensif en ce qui concerne le paiement des allocations et des avantages pécuniaires.

Tenant compte de cette intention et des remarques formulées ci-dessus, la deuxième disposition pourrait être libellée comme suit :

"Le ministre peut, d'office et sans condition de délai, déférer au Conseil d'Etat les décisions exécutoires qu'il aura rendues en vertu de l'article 1er de la présente loi, ou qui auront été rendues par les commissions prévues par les lois et arrêtés-lois visés à l'article 3, lorsque ces décisions sont susceptibles d'annulation pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir.

Lorsque l'annulation est prononcée, l'affaire est renvoyée devant l'autorité qui a rendu la décision. Cette

./....

autorité se conforme à l'arrêt du Conseil d'Etat sur le point de droit jugé.

Le recours introduit par le ministre, conformément au présent article, suspend le paiement des allocations et des avantages pécuniaires prévus par les statuts".

Enfin, la troisième disposition reprendrait le dernier alinéa de l'article 3 du projet, dont la seule portée est d'abroger l'article 19 de la loi du 1er septembre 1948 établissant le statut des résistants par la presse clandestine. Elle serait ainsi conçue et devrait faire l'objet du dernier article du projet :

"L'article 19 de la loi du 1er septembre 1948 établissant le statut des résistants par la presse clandestine est abrogé".

L'article 4 du projet proroge jusqu'au 31 décembre 1950 le délai d'introduction des demandes en vue de bénéficier du statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit (paragraphe 1er), du statut des résistants par la presse clandestine (paragraphe 2), du statut des résistants civils, du statut des réfractaires et du statut des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 (paragraphe 3).

Les paragraphes 1er, 2, 3 et 4 de cet article ne donnent lieu qu'à des remarques de forme.

./.....

En ce qui concerne le paragraphe 3, en tant qu'il vise les déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, le Conseil d'Etat fait observer que ce texte est en contradiction avec les articles 22 et 24 du projet de loi organisant le statut des travailleurs obligatoires de la guerre 1940-1945, au sujet duquel le Conseil a émis un avis le 28 juillet 1950 sous le numéro L.1388.

Sous cette réserve, et compte tenu des explications données par le délégué du ministre en ce qui concerne l'alinéa 2 du paragraphe 1er, le Conseil d'Etat propose pour l'article 4 du projet la rédaction suivante :

"§ 1. Le délai d'introduction des demandes, fixé par l'article 34 de la loi du 26 février 1947 organisant le statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, modifié par l'article 2 de la loi du 31 mars 1949, est prorogé jusqu'au 31 décembre 1950 inclus. En cas de force majeure, les demandes introduites après l'expiration de ce délai seront néanmoins recevables.

Les demandes introduites tardivement au regard de la loi du 31 mars 1949 sont réputées valables et ne doivent pas être renouvelées. Ces demandes, ainsi que celles introduites jusqu'au 31 décembre 1950 en vertu de l'alinéa 1er du présent paragraphe, seront toutefois non recevables quant à l'octroi des allocations prévues par les articles 8 et 11 du statut, lorsque, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi et du chef d'un même auteur, le bénéfice de l'article 19 de la loi du 26 février 1947 précité aura été reconnu par une décision ayant force exécutoire à quelqu'autre ayant droit.

§ 2. Le délai d'introduction des demandes fixé par l'article 16 de la loi du 1er septembre 1948 établissant le statut des résistants par la presse clandestine est prorogé jusqu'au 31 décembre 1950 inclus. En cas de force majeure, les demandes introduites après l'expiration de ce délai seront néanmoins recevables.

Les demandes introduites tardivement au regard de la loi du 1er septembre 1948 précitée sont réputées valables et ne doivent pas être renouvelées.

§ 3. Les résistants civils et les réfractaires ainsi que les déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945 désireux de bénéficier de leur statut respectif, devront introduire leur demande par lettre recommandée à la poste adressée au ministre compétent jusqu'au 31 décembre 1950 inclus. En cas de force majeure, les demandes introduites après l'expiration de ce délai seront néanmoins recevables.

Les demandes actuellement introduites sont réputées valables et ne doivent pas être renouvelées.

§ 4. Les demandes introduites pour bénéficier du statut de la résistance armée ou de l'un des statuts visés à l'article 3 de la présente loi peuvent, à la requête des intéressés ou à l'initiative du ministre, être considérées comme demandes régulières pour bénéficier de l'un des autres statuts visés à l'article 3 de la présente loi.

Les requêtes tendant à cette fin doivent être introduites par lettre recommandée à la poste, le 31 décembre 1950 au plus tard. Le présent paragraphe est applicable aux personnes au nom desquelles un dossier a été ouvert, avant le 31 décembre 1950, dans les services de la Sûreté de l'Etat, pour l'application, à leur égard, de l'arrêté-loi du 16 février 1946 relatif aux agents de renseignements et d'action.".

Ter vereenvoudiging en bespoediging van de procedure strekkend tot de erkenning van de titel van gedeporteerde voor verplichte arbeid van de oorlog 1940-1945, van burgerlijk weerstander, van werkweigeraar of van weerstander door de sluikpers, verleent artikel 1 van het ontwerp aan de bevoegde minister het recht, uitspraak te doen over de aanvragen ingediend om voor een van de hierboven opgesomde statuten in aanmerking te komen.

In de huidige stand van de wetgeving, zijn alleen de daartoe bij koninklijk besluit opgerichte contrôlecommissies bevoegd om na te gaan, of de gestelde voorwaarden voorhanden zijn voor de erkenning van de titel van gedeporteerde voor verplichte arbeid van de oorlog 1940-1945, van burgerlijk weerstander, van werkweigeraar of van weerstander door de sluikpers (artikel 6 van de besluitwet van 24 December 1946 houdende inrichting van het statuut der weggevoerden, artikelen 9 en 10 van de besluitwet van 24 December 1946 waarbij het statuut van de burgerlijke weerstanders en werkweigeraars wordt ingericht, en artikel 14 der wet van 1 September 1948 houdende inrichting van het statuut van de weerstanders door de sluikpers).

Artikel 1 van het ontwerp vindt geen toepassing op het statuut van de politieke gevangenen en hun rechthebbenden (wet van 26 Februari 1947), noch op het statuut van de gewapende weerstand (besluitwet van 19 September 1945). Ten aanzien van de toepassing van die statuten blijven uitsluitend de aanvaardings- en contrôlecommissies bevoegd om de titel van politiek gevangene of de hoedanigheid van weerstander te erkennen.

.../...

Uit artikel 1 van het ontwerp blijkt evenwel dat de aan de minister erkende bevoegdheid, uitspraak te doen over de aanvragen ingediend om in aanmerking te komen hetzij voor het statuut der gedeporteerden, hetzij voor het statuut der burgerlijke weerstanders, hetzij voor het statuut der werkweigeraars, hetzij tenslotte voor het statuut der weerstanders door de sluikpers, een niet verplichte bevoegdheid is. De minister zal, in elk afzonderlijk geval, oordelen of hij moet gebruik maken van het recht, krachtens hetwelk hijzelf uitspraak mag doen, dan wel of de aanvraag bij de bevoegde contrôlecommissie aanhangig moet worden gemaakt.

Artikel 1 schijnt er tevens op te wijzen, dat de minister dit recht niet meer kan laten gelden eens dat de zaak bij de contrôlecommissie aanhangig is. Uit de tekst van artikel 1 zou dit voorbehoud evenwel uitdrukkelijk moeten blijken.

Tenslotte verleent artikel 1 aan de belanghebbenden een recht op beroep bij de bevoegde contrôlecommissies tegen de beslissing van de minister. Hieruit volgt dat de beslissingen van de contrôlecommissies op hun beurt eventueel aan de commissie van beroep kunnen onderworpen worden.

De Raad van State constateert vooraf dat de inmenging van de contrôlecommissies en van de commissies van beroep, in de huidige stand der wetgeving, zo voor de aanvragers als voor de Staat een waarborg betekent.

Volgens het ontwerp blijft het weliswaar de belanghebbenden mogelijk beroep in te stellen bij de contrôlecommissies ; doch voor de Staat is geen enkele waarborg voorzien, met het gevolg dat door een gewone beslissing van de minister, ja zelfs van een gemachtigde van de minister, aanzienlijke uitgaveverplichtingen kunnen worden aangegaan.

.../...

Wat de gegeven tekst van artikel 1 betreft, acht de Raad van State het onontbeerlijk dat nadrukkelijk op het niet verplicht karakter van de bevoegdheid van de minister wordt gewezen. Tevens zou duidelijk moeten uitkomen dat, ingeval de minister oordeelt van zijn bevoegdheid gebruik te moeten maken, zijn beslissing moet gevallen zijn alvorens de zaak voor de contrôlecommissies komt.

De Raad van State merkt eveneens op dat, volgens het stelsel van artikel 1, de beslissing van de minister, in geval van een door de belanghebbende ingesteld beroep, achtereenvolgens kan voorgelegd worden aan de contrôlecommissie, aan de commissie van beroep en, in voorkomend geval, bij toepassing van artikel 9 der wet van 23 December 1946, aan de Raad van State.

Het komt de Raad van State voor dat het door de regering nagestreefde doel, namelijk de vereenvoudiging en de bespoediging der procedure, als logisch gevolg zou moeten hebben, dat de beslissing van de minister die van de contrôlecommissie vervangt en dat het de belanghebbenden mogelijk wordt hun beroep rechtstreeks voor de commissie van beroep te brengen.

Tenslotte heeft de Raad van State niet met zekerheid kunnen vaststellen, welke de draagwijdte is van het derde lid van artikel 1, volgens hetwelk de beslissing van de minister niet meer voor administratief beroep vatbaar zou zijn, wanneer het beroep niet in de bij koninklijk besluit te regelen vormen en termijnen werd ingediend. Het zou wellicht voldoende zijn te bepalen dat het beroep, op straffe van uitsluiting, moet worden ingediend in de bij koninklijk besluit vast te stellen vormen en termijnen.

.../...

Deze verschillende bedenkingen in acht genomen, stelt de Raad van State als artikel 1 de volgende tekst voor :

" Alvorens een vraag aanhangig te maken bij de contrôlecommissies waarvan sprake in de wetten en besluitwetten tot inrichting van de statuten van de burgerlijke weerstanders, van de werkweigeraars, van de gedeporteerden voor verplichte arbeid en van de weerstanders door de sluikpers, kan de bevoegde minister, wanneer hij het nuttig acht, bij een met redenen omklede beslissing uitspraak doen over alle gronden van de aanvragen, ingediend om voor een of voor meer van die statuten in aanmerking te komen .

Tegen die beslissing kunnen de belanghebbenden beroep instellen bij de commissie van beroep.

Dit beroep wordt, op straffe van uitsluiting, in de door de Koning bepaalde vormen en termijnen ingediend".

Het eerste lid van artikel 2 bepaalt dat de beslissingen van de commissies van beroep, waarvan sprake in de in artikel 1 vernoemde statuten, alsmede in het statuut van de politieke gevangenen en van dezer rechthebbenden en in het statuut der buitenlanders politieke gevangenen, overeenkomstig artikel 9 van de wet van 23 December 1946 het voorwerp van een beroep tot nietigverklaring bij de Raad van State kunnen worden.

Deze bepaling kan zonder bezwaar uitvallen. Immers, de beslissingen van de commissies van beroep zijn ongetwijfeld "administratieve beslissingen in betwiste zaken" in de zin van artikel 9 der wet van 23 December 1946, en kunnen als zodanig het voorwerp worden van een beroep tot nietig-

.../...

verklaring bij de afdeling administratie van de Raad van State wegens overtreding van de hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht (zie Raad van State, 6 Mei 1949, Pasicr. 1950, IV, bl. 44).

De in het tweede lid van artikel 2 geformuleerde regel, volgens welke de zaak naar de anders samengestelde commissie van beroep wordt verwezen ingeval de Raad van State een beslissing van de commissie van beroep vernietigt, is de bevestiging van een regel van rechtspraak.

Men hoeft hier evenwel niet aan toe te voegen, zoals in het tweede lid van artikel 2 is gedaan, dat de zaak, welke de Raad van State naar de commissie van beroep verwijst, van rechtswege bij die commissie aanhangig wordt gemaakt door het terugzenden van het dossier samen met de expeditie van het arrest. Immers, uit artikel 38 van het besluit van de Regent van 23 Augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging vóór de afdeling administratie van de Raad van State blijkt dat, in geval van vernietiging van een administratieve beslissing in betwiste zaken, de zaak terug wordt verwezen naar het rechtscollege dat de vernietigde beslissing uitsprak. De griffier stuurt de expeditie van het arrest samen met het dossier aan het rechtscollege, naar hetwelk de zaak werd verwezen en waarbij de zaak ingevolge die verzending van rechtswege aanhangig is gemaakt.

Krachtens het derde en het vierde lid van artikel 2, zijn de commissies van beroep verplicht zich naar de arresten van de Raad van State te voegen. Daarom brengt het ontwerp een procedure tot stand verwant aan die, welke de wet van 7 Juli 1865 inzake rechterlijke inrichting heeft ingevoerd, met dien verstande dat de algemene vergadering van de

.../...

afdeling administratie van de Raad van State over de tweede beslissing van de commissie van beroep uitspraak heeft te doen.

De bijzondere bevoegdheid welke artikel 2 aldus aan de algemene vergadering van de afdeling administratie van de Raad van State toekent, is moeilijk overeen te brengen met de organieke bepalingen van de wet van 23 December 1946 houdende instelling van een Raad van State. Immers, luidens artikel 48 van die wet zetelen de kamers der afdeling administratie, zo voor de adviezen als voor de arresten, ten getale van drie leden, wie voorzit daaronder begrepen. Ofschoon iedere advieszaak bij meerderheid van stemmen naar de algemene vergadering der afdeling kan verwezen worden, is zodanige verwijzing niet geoorloofd in al de gevallen waarin de afdeling administratie bij wijze van arrest te beschikken heeft.

Uit die bepaling volgt dat zelfs wanneer de Raad van State uitspraak heeft te doen over de vernietiging van een akte van de uitvoerende macht, genomen door het Staatshoofd, de verwijzing naar de algemene vergadering van de afdeling administratie van de Raad van State uitdrukkelijk door de wetgever verboden is. Een enkele uitzondering op deze gebiedende regel is door hem voorzien, namelijk wanneer de kamer erkent dat er aanleiding bestaat tot vernietiging wegens machtsafwending.

Om nauwer aan te sluiten aan de beginselen die in de wet tot instelling van de Raad van State zijn geformuleerd, stelt de Raad van State dan ook voor, in artikel 2 van het ontwerp te zeggen dat de commissie van beroep, ten aanzien van het beoordeelde rechtspunt, zich naar het arrest van de Raad van State heeft te voegen.

.../...

Is de regering het eens met deze zienswijze en met de opmerkingen bij het onderzoek van artikel 2 gemaakt, dan kan dit artikel als volgt luiden :

"Wanneer de Raad van State de vernietiging uitspreekt van een beslissing gewezen door een der commissies van beroep waarvan sprake in de statuten van de burgerlijke weerstanders, van de werkweigeraars, van de gedeporteerden voor verplichte arbeid, van de weerstanders door de sluikpers, van de politieke gevangenen en van de buitenlanders politieke gevangenen, wordt de zaak naar de anders samengestelde commissie van beroep verwezen. Deze laatste voegt zich, ten aanzien van het beoordeelde rechtspunt , naar het arrest van de Raad van State.".

Artikel 3 heeft betrekking op de herziening van de beslissingen die hetzij door de minister, hetzij door de contrôlecommissies of door de commissies van beroep zijn uitgesproken.

Enerzijds kan die herziening geschieden wegens feitelijke dwaling of wegens het overleggen van nieuwe gegevens welke die herziening rechtvaardigen. Zij kan, zonder voorwaarden van termijn, zowel door de minister als door de betrokkene zelf worden bekomen.

Anderzijds kan de minister, met uitsluiting van de betrokkenen, de beslissingen die, ingevolge overtreding van de substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen of ingevolge overschrijding of afwending van macht, een vergissing inhouden, doen herzien wanneer alle termijnen van beroep zijn verstreken.

.../...

In beide gevallen moet over die herziening uitspraak worden gedaan door de overheid die de beslissing genomen heeft, en kan tegen haar beslissing bij de hogere overheid beroep worden ingesteld.

De Raad van State is van oordeel dat tussen die twee herzieningen duidelijk onderscheid moet worden gemaakt, daar de tweede zich aandient als een beroep tot nietigverklaring in het belang van de wet.

Wat dit tweede beroep betreft, is het derhalve niet raadzaam de contrôlecommissies of de commissie van beroep uitspraak te laten doen over de overtreding van de substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen of over de machtsoverschrijding of machtsafwending. Zodanige bepaling ware strijdig met artikel 9 der wet van 23 December 1946, waarbij aan de Raad van State de taak wordt toegewezen uitspraak te doen over de beroepen tot nietigverklaring wegens overtreding van de substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, of over de machtsoverschrijding of machtsafwending.

Tot besluit, meent de Raad van State dat artikel 3 van het ontwerp in drie afzonderlijke bepalingen zou moeten gesplitst worden ; de eerste zou de herziening wegens feitelijke dwaling of ingevolge het overleggen van nieuwe gegevens regelen, en kan als volgt worden gesteld :

"De beslissingen door de minister genomen krachtens artikel 1 van deze wet alsmede de beslissingen uitgesproken door de commissies waarvan sprake in de wetten en besluitwetten tot inrichting van de statuten van de burgerlijke weerstanders, van de werkweigeraars, van de gedeporteerden voor verplichte arbeid, van de weerstanders door de sluikpers, van de politieke gevangenen en van de buitenlanders politieke gevangenen, kunnen,

.../...

zonder enige voorwaarde van termijn, worden herzien wegens feitelijke dwaling of ingevolge het overleggen van nieuwe gegevens .

Tot de herziening wordt overgegaan op initiatief van de bevoegde minister of op aanvraag van de betrokkene, van welke aanvraag aan de minister bij een ter post aangetekende brief kennis wordt gegeven.

De minister, de contrôlecommissie of de commissie van beroep die de beslissing heeft genomen, doet uitspraak over de aanvraag om herziening. Tegen de genomen beslissing kan beroep worden ingesteld.".

De tweede bepaling zou regeling inhouden van het beroep tot nietigverklaring in het belang der wet. Dat beroep zou de minister in staat stellen elke beslissing, die wegens overtreding van de substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen of wegens machtsoverschrijding of machtsafwending kan vernietigd worden, ambtshalve en zonder voorwaarden van termijn naar de Raad van State te verwijzen.

In geval van nietigverklaring, zou de zaak verwezen worden naar de overheid die de beslissing heeft genomen; die overheid zou zich naar de beslissing van de Raad van State te voegen hebben.

In de opvatting van de minister, zoals zijn gemachtigde die nader heeft toegelicht, zou dit beroep schorsende werking moeten hebben ten aanzien van de uitkering van de steun en de geldelijke voordelen.

.../...

Rekening houdend met deze opvatting en met de hierboven gemaakte opmerkingen, zou men de tweede bepaling als volgt kunnen stellen :

"De minister kan de executoire beslissingen, die hijzelf krachtens artikel 1 van deze wet zal hebben genomen of welke de commissies waarvan sprake in de bij artikel 3 bedoelde wetten en besluitwetten zullen hebben uitgesproken, ambtshalve en zonder voorwaarden van termijn naar de Raad van State verwijzen, wanneer die beslissingen wegens overtreding van de substantiële of op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen of wegens machtsoverschrijding of machtsafwending voor nietigverklaring vatbaar zijn.

Wanneer de nietigverklaring is uitgesproken, wordt de zaak opnieuw verwezen naar de overheid die de beslissing heeft genomen. Deze overheid voegt zich, ten aanzien van het beoordeelde rechtspunt, naar het arrest van de Raad van State.

Het beroep, overeenkomstig dit artikel door de minister ingesteld, schorst de uitkering van de bij de statuten bepaalde steun en geldelijke voordelen".

Als derde bepaling, tenslotte, zou worden overgenomen het laatste lid van artikel 3 van het ontwerp, dat alleen strekt tot opheffing van artikel 19 der wet van 1 September 1948 houdende inrichting van het statuut van de weerstanders door de sluikpers. Die bepaling zou als volgt luiden en het voorwerp van het laatste artikel van het ontwerp moeten worden :

"Artikel 19 van de wet van 1 September 1948 houdende inrichting van het statuut van de weerstanders door de sluikpers wordt opgeheven".

.../...

Artikel 4 van het ontwerp verlengt tot 31 December 1950 de termijn van indiening van de aanvragen om in aanmerking te komen voor het statuut van de politieke gevangenen en van hun rechthebbenden (paragraaf 1), voor het statuut van de weerstanders door de sluikpers (paragraaf 2), voor het statuut van de burgerlijke weerstanders, voor het statuut van de werkweigeraars en voor het statuut van de gedeporteerden voor verplichte arbeid van de oorlog 1940-1945 (paragraaf 3).

Bij de paragrafen 1, 2, 3 en 4 zijn slechts aangaande de vorm enige opmerkingen te maken.

Wat paragraaf 3 betreft, voor zover deze betrekking heeft op de gedeporteerden voor verplichte arbeid van de oorlog 1940-1945, merkt de Raad van State op, dat deze tekst strijdig is met de artikelen 22 en 24 van het ontwerp van wet tot inrichting van het statuut van de verplichte arbeiders van de oorlog 1940-1945, waarover de Raad van State de 28e Juli 19[illegible] onder nr L.1288 heeft geadviseerd.

Met dit voorbehoud en rekening houdend met de uitleg door de gemachtigde van de minister verstrekt aangaande het tweede lid van paragraaf 1, beveelt de Raad van State de volgende redactie aan, als artikel 4 van het ontwerp :

"§ 1. De termijn van indiening van de aanvragen, vastgesteld in artikel 34 van de wet van 26 Februari 1947 houdende inrichting van het statuut van de politieke gevangenen en van hun rechthebbenden, zoals het bij artikel 2 der wet van 31 Maart 1949 is gewijzigd, wordt tot en met 31 December 1950 verlengd. In geval van overmacht, zullen de aanvragen,na het verstrijken van die termijn ingediend, niettemin ontvankelijk zijn.

De aanvragen die ten opzichte van de wet van 31 Maart 1949 te laat zijn ingediend, worden geldig geacht en

../..

hoeven niet te worden vernieuwd. Deze aanvragen, alsmede die welke krachtens het eerste lid van deze paragraaf tot 31 December 1950 worden ingediend, zijn echter niet ontvankelijk ten aanzien van de toekenning van de in de artikelen 8 en 11 van het statuut vermelde steun, wanneer, vóór het inwerkingtreden van deze wet en uit hoofde van een zelfde rechtsvoorganger, een beslissing met uitvoerbare kracht ten andere rechthebbende erkent als in aanmerking komend voor genoemd artikel 19 der wet van 26 Februari 1947.

§ 2. De termijn van indiening van de aanvragen, vastgesteld in artikel 16 van de wet van 1 September 1948 houdende inrichting van het statuut van de weerstanders door de sluikpers, wordt tot en met 31 December 1950 verlengd. In geval van overmacht, zullen de aanvragen, na het verstrijken van die termijn ingediend, niettemin ontvankelijk zijn.

De aanvragen die ten opzichte van de wet van 1 September 1948 te laat zijn ingediend, worden geldig geacht en hoeven niet te worden vernieuwd.

§ 3. De burgerlijke weerstanders en de werkweigeraars alsmede de gedeporteerden voor verplichte arbeid van de oorlog 1940-1945, die voor hun onderscheiden statuut wensen in aanmerking te komen, moeten hun aanvraag tot en met 31 December 1950 indienen bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de bevoegde minister. In geval van overmacht, zullen de aanvragen, na het verstrijken van die termijn ingediend, niettemin ontvankelijk zijn.

De thans reeds ingediende aanvragen worden geldig geacht en hoeven niet te worden vernieuwd.

.../...

§ 4. De aanvragen ingediend om in aanmerking te komen voor het statuut van de gewapende weerstand of voor een van de in artikel 3 van deze wet genoemde statuten, kunnen, op verzoek van de belanghebbenden of op initiatief van de minister, beschouwd worden als regelmatige aanvragen om voor een van de overige in artikel 3 van deze wet genoemde statuten in aanmerking te komen.

Aanvragen daartoe moeten bij een ter post aangetekende brief, uiterlijk 31 December 1950, worden ingediend.

Deze paragraaf is toepasselijk op de personen, op wier naam in de diensten van de Veiligheid van de Staat vóór 31 December 1950 een dossier is geopend, met het oog op de toepassing te hunnen opzichte van de besluitwet van 16 Februari 1946 betreffende de inlichtings- en actieagenten."

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président
De Heren : raadsheer van State, voorzitter

D. DECLEIRE, conseillers d'Etat
J. COYETTE, raadsheren van State

P. COART-FRESART, assesseurs de la section de législation
P. ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving

J. CYPRES, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. DECLEIRE.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. DECLEIRE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) F. LEPAGE.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister

de la Reconstruction.
van Wederopbouw.

Le 1950.

De 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.